

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal – CS 83037
29334 QUIMPER Cedex

Quimper, le 16 JUIN 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur



BOUTET NICOLAS

Rocade Nord
29140 ROSPORDEN

Références : ENV-D-25. 238

Code AIOT : 0005503822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement BOUTET NICOLAS implanté Rocade Nord 29140 ROSPORDEN. L'inspection a été annoncée le 12/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUTET NICOLAS
- Rocade Nord 29140 Rosporden
- Code AIOT : 0005503822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOUTET NICOLAS est autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans l'étiquetage et l'entreposage de conserves de légumes à Rosporden par l'arrêté préfectoral du 28/07/2010. L'établissement, appartenant au groupe EUREDEN, est mis à disposition pour l'entreposage de conserves de légumes fabriquées sur plusieurs établissements D'AUCY FRANCE.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 1.2	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 7.6.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Ressources en eau et moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 7.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Confinement d'une pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 7.6.6	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Comportement au feu (parois)	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 8.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Comportement au feu (portes)	Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 8.6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé des écarts majeurs dans la conduite de l'installation concernant le système de détection incendie, l'entretien des dispositifs de protection incendie et la gestion des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. En raison du risque d'atteinte aux intérêts protégés visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, ces manquements justifient la proposition d'un arrêté préfectoral portant mise en demeure. En l'absence d'un système de détection incendie, il convient d'imposer des mesures conservatoires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée :

Rubrique	A, D	Libellé de la rubrique (activité) et désignation des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1510.1	A	Stockage de produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts.	Volume des entrepôts	50 000 m ³	256 280 m ³ (1 327 tonnes de produits combustibles)
1414.3	D	Installation de remplissage en gaz inflammables liquéfiés de réservoirs alimentant des moteurs (chariots élévateurs) comportant des organes de sécurité.	-	-	-
1434.1.b	D	Installation de distribution de gasoil.	Débit maximum équivalent	≥ 1 m ³ /h mais < 20 m ³ /h	1 m ³ /h
2661.1.b	D	Atelier de transformation de matières plastiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression.	Quantité de matière susceptible d'être traitée	≥ 1 t/j mais < 10 t/j	1 t/j
2662.b	D	Stockage de matières plastiques.	Volume susceptible d'être stocké	≥ 100 m ³ mais < 1 000 m ³	150 m ³
2920.2.b	D	Installations de compression d'air.	Puissance absorbée	≥ 50 kW mais < 500 kW	254 kW
1530.2	D	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux analogues.	Volume stocké	≥ 1 000 m ³ mais < 20 000 m ³	1 280 m ³

Constats :

L'exploitant précise que l'établissement est utilisé en tant que plateforme logistique du groupe EUREDEN, dédiée à l'entreposage de "boîtes blanches", c'est-à-dire des boîtes de conserves métalliques de légumes non étiquetées. L'exploitant déclare que le stockage de matières combustibles est la seule activité actuellement exercée au sein de l'établissement. Les autres activités classées, mentionnées au présent article, ont été mises à l'arrêt depuis plusieurs années.

L'exploitant met à disposition le plan des réseaux en date du 20/04/2009 (version D). Ce plan fait notamment apparaître la présence d'une cuve à fuel à l'ouest, entre le bâtiment d'entreposage et le bassin pompier. L'exploitant indique que cette cuve n'existe pas mais n'est pas en capacité de justifier de son retrait.

L'inspection constate la présence :

- de plusieurs zones de stockage de "boîtes blanches" au sein du bâtiment ;
- d'une dalle béton susceptible d'avoir accueilli une cuve aérienne, à l'Ouest du bâtiment.

L'inspection note l'absence :

- de construction des 3 extensions prévues, d'une surface unitaire de 3000 m² ;
- d'installations de remplissage en gaz inflammables et de distribution de gasoil ;
- d'atelier de transformation de matières plastiques et de stockage de matières plastiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications de la situation administrative de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. [...]
Constats : L'exploitant met à disposition : <ul style="list-style-type: none">- le procès-verbal d'intervention sur parc extincteur, réalisé par la société EUROFEU en date du 30/04/2025. Sur les 50 extincteurs ayant fait l'objet d'une vérification, les appareils n°9, n°16 et n°18 doivent faire l'objet d'un remplacement. L'exploitant met à disposition le devis n°CR101068576-1 du 21/05/2025 relatif au remplacement des équipements précités. L'exploitant n'a pas transmis les éléments justifiant la mise en œuvre des actions correctives ;- le procès-verbal d'intervention sur parc robinet incendie ARM, réalisé par la société EUROFEU en date du 29/04/2025. Ce document atteste du bon fonctionnement des 19 RIA ayant fait l'objet d'une vérification. L'inspection note que l'accessibilité au RIA n°8 est gênée par la présence de palettes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives associées aux dysfonctionnements constatés lors de la vérification périodique des extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Ressources en eau et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre [...]
Constats : L'inspection constate la présence : <ul style="list-style-type: none">- d'un poteau incendie localisé en partie sud-ouest de l'établissement. L'exploitant met à disposition l'attestation de vérification réalisée par la société EUROFEU en date du 21/05/2025. Ce document conclut à des essais de fonctionnement satisfaisants (débit mesuré à 1 bar : 64 m³/h) ;- d'une réserve d'eau équipée de 2 lignes fixes d'aspiration plongeantes, localisée en partie ouest de l'établissement. Une zone de stationnement empierrée située à proximité immédiate permet le stationnement des véhicules de secours. L'inspection note la présence de deux buses en béton à chacune des deux extrémités de la réserve. L'exploitant n'est pas en capacité de confirmer le volume d'eau disponible de ladite réserve ni les modalités de gestion de l'eau dans la réserve. Par ailleurs, l'inspection souligne la nécessité de garantir que l'eau stockée à

l'air libre dans la réserve reste exempte de particules susceptibles d'obstruer ou d'endommager les pompes d'aspiration. L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer la présence d'un tel dispositif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de justifier : <ul style="list-style-type: none"> - des modalités de gestion de l'eau dans la réserve d'eau incendie (alimentation, trop-plein) ; - du volume d'eau disponible ; - de la présence et du caractère fonctionnel d'un dispositif de filtration de l'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre [...], comportant au minimum les moyens définis ci-après : - [...] un système de détection automatique d'incendie couvrant l'ensemble des cellules de stockage de conserves de légumes, avec transmission d'alarme à l'exploitant. [...]
Constats : L'inspection constate la présence du boîtier de commande du système de détection incendie, situé à proximité de la zone des bureaux. L'interface affiche trois voyants lumineux rouges indiquant un dérangement, un défaut batterie et un système hors service. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser les modalités de transmission de l'alarme en cas de déclenchement, notamment en dehors des heures non ouvrées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Confinement d'une pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueilli dans un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2000 m ³ . Ce bassin et celui visé à l'article 4.3.4 du présent arrêté peuvent être confondus. Les organes de commande nécessaires à la mise en œuvre de ce bassin (actionnement de la vanne de fermeture d'urgence ou du dispositif présentant des garanties équivalentes) doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement ou à distance. La mise en œuvre de ces organes fait l'objet d'une consigne particulière. [...]

<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux précité fait notamment apparaître la présence d'un réseau séparatif d'eaux pluviales toiture et d'eaux pluviales voirie. Ces effluents sont collectés dans un bassin dénommé "bassin orage", équipé d'une vanne d'isolement rejet incendie.</p> <p>L'inspection distingue la présence d'un bassin localisé en partie Ouest de l'établissement, présentant une végétalisation particulièrement dense. Celle-ci n'a pas permis de localiser les organes de commande nécessaires au confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. L'exploitant n'est pas en capacité de confirmer le volume de l'ouvrage ni le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Comportement au feu (parois)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions particulières applicables aux activités d'entreposage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En vue de prévenir la propagation d'un incendie, l'établissement est compartimenté suivant les dispositions constructives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois qui séparent [...] doivent être des murs coupe-feu de degré minimum 2 heures ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de plusieurs parois en béton, séparant plusieurs zones de stockage réparties dans l'ensemble du bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier de la continuité du degré de résistance au feu de 2 heures des parois séparatives entre les zones de stockage concernées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Comportement au feu (portes)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2010, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions particulières applicables aux activités d'entreposage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En vue de prévenir la propagation d'un incendie, l'établissement est compartimenté suivant les dispositions constructives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les portes situées dans ces parois doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre de ces parois ; la fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles. [...]

<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de plusieurs portes coupe-feu réparties dans l'ensemble du bâtiment.</p> <p>Par sondage, l'inspection demande à l'exploitant de faire fonctionner l'une des portes séparant la zone de conditionnement et la zone d'emballages, identifiées sur le plan des réseaux précité. La manœuvre manuelle est réalisée avec succès.</p> <p>L'inspection constate la présence d'un morceau de bois intercalé dans le rail de glissement de la porte coupe-feu séparant deux zones de stockage de boîtes blanches. La présence de cet obstacle ne permettra pas la fermeture de la porte coupe-feu en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant met à disposition le procès-verbal d'intervention sur parc PCF, réalisé par la société EUROFEU en date du 14/05/2024. Sur les 10 portes ayant fait l'objet d'une vérification, les portes n°2 et n°3 sont considérées comme non fonctionnelles. L'exploitant n'a pas transmis les éléments justifiant la mise en œuvre des actions correctives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ
BOUTET NICOLAS SITUÉE ROCADÉ NORD À ROSPORDEN

Le Préfet du Finistère,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°208-02 A du 7 octobre 2002 autorisant la société BOUTET NICOLAS à exploiter Rocadé Nord à Rosporden, un établissement spécialisé dans la fabrication de conserves de légumes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°52-10 AI du 28 juillet 2010 actualisant la situation administrative et réglementaire de l'établissement spécialisé dans l'étiquetage et l'entreposage de conserves de légumes exploité par la société BOUTET NICOLAS, situé Rocadé Nord à Rosporden ;
- VU** le rapport et les propositions en date du **X** juin 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 22 mai 2025, l'inspection des installations classées constate que l'interface de commande du système de détection incendie affiche trois voyants lumineux rouges indiquant un dérangement, un défaut batterie et un système hors service ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la mise en œuvre d'actions correctives associées aux dysfonctionnements constatés ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'est pas en mesure de préciser les modalités de transmission de l'alarme en cas de déclenchement, notamment en dehors des heures non ouvrées ;

CONSIDÉRANT que l'absence de détection précoce d'un départ de feu est susceptible de retarder l'évacuation du personnel et d'aggraver les conséquences d'un incendie sur le site ;

CONSIDÉRANT que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2010 susvisé qui dispose notamment :
« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre [...], comportant au minimum les moyens définis ci-après :
- [...] un système de détection automatique d'incendie couvrant l'ensemble des cellules de stockage de conserves de légumes, avec transmission d'alarme à l'exploitant. [...] » ;

- CONSIDÉRANT** que la situation relève de l'urgence mentionnée à l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que, dès lors, il convient de prescrire à l'exploitant la mise en place d'une surveillance humaine renforcée et d'un système d'alerte manuel pour assurer la protection des intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 22 mai 2025, l'exploitant met à disposition le plan des réseaux en date du 20 avril 2009 (version D) ;
- CONSIDÉRANT** que ce plan fait notamment apparaître la présence d'un bassin dénommé « bassin orage » collectant les eaux pluviales issues des toitures et des voiries, équipé d'une vanne d'isolement rejet incendie ;
- CONSIDÉRANT** que d'après ce plan, l'exutoire de rejet du bassin précité se fait dans le ruisseau bordant la limite de propriété Ouest de l'établissement ;
- CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées distingue la présence d'un bassin localisé en partie Ouest de l'établissement ;
- CONSIDÉRANT** que cet ouvrage présente une végétalisation particulièrement dense ;
- CONSIDÉRANT** que la présence de la végétation n'a pas permis de localiser les organes de commande nécessaires au confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'est pas en capacité de confirmer ni le volume de l'ouvrage ni le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction incendie ;
- CONSIDÉRANT** que l'indisponibilité des moyens de confinement ne permet pas de prévenir les atteintes aux intérêts protégés visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2010 susvisé qui dispose notamment :
« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueilli dans un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2000 m³. Ce bassin et celui visé à l'article 4.3.4 du présent arrêté peuvent être confondus.
Les organes de commande nécessaires à la mise en œuvre de ce bassin (actionnement de la vanne de fermeture d'urgence ou du dispositif présentant des garanties équivalentes) doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement ou à distance. La mise en œuvre de ces organes fait l'objet d'une consigne particulière. [...] » ;
- CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 22 mai 2025, l'inspection des installations classées constate la présence de plusieurs portes coupe-feu réparties dans l'ensemble du bâtiment ;
- CONSIDÉRANT** que par sondage, l'inspection des installations classées constate la présence d'un morceau de bois intercalé dans le rail de glissement de la porte coupe-feu séparant deux zones de stockage de boîtes blanches ;
- CONSIDÉRANT** que la présence de cet obstacle ne permet pas la fermeture de la porte en cas d'incendie ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant met à disposition le procès-verbal d'intervention sur parc PCF, réalisé par la société EUROFEU en date du 14 mai 2024 ;
- CONSIDÉRANT** que ce rapport indique que les portes n°2 et n°3 ne sont pas fonctionnelles ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la mise en œuvre d'actions correctives associées aux dysfonctionnements constatés ;
- CONSIDÉRANT** que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 8.6 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2010 susvisé qui dispose notamment :
« [...] En vue de prévenir la propagation d'un incendie, l'établissement est compartimenté

suivant les dispositions constructives suivantes :

- les portes situées dans ces parois doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre de ces parois ; la fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles. [...] » ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société BOUTET NICOLAS de satisfaire les dispositions des articles 7.6.3, 7.6.6 et 8.6 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2010 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRETE

Article 1 – Mise en demeure

La société BOUTET NICOLAS (AIOT n°0005503822), exploitant un établissement spécialisé dans l'entreposage de conserves de légumes, sis Rocade Nord sur la commune de Rosporden (29140), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2010 susvisé :

- de l'article 7.6.3, relatives à la détection automatique d'incendie, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 7.6.6, relatives au confinement d'une pollution accidentelle, dans un délai de six (6) mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 8.6, relatives aux portes coupe-feu, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 – Mesures conservatoires

Article 2.1 – Moyens de surveillance et d'alerte

L'exploitant met en place, dans un délai maximal de 8 jours à compter de la date de notification du présent arrêté, une surveillance humaine renforcée permettant la détection d'un départ de feu et un système d'alerte manuel permettant l'évacuation des personnes présentes au sein de l'établissement.

Article 2.2 – Modalités de levée des mesures conservatoires

L'exploitant ne peut solliciter la levée des mesures prescrites à l'article 2.1 qu'à l'issue de la transmission des éléments justifiant le rétablissement du caractère fonctionnel du système de détection incendie.

Article 3 – Sanctions administratives

Dans le cas où l'obligation à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 5 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution et ampliation

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BOUTET NICOLAS et dont une copie sera adressée au maire de Rosporden.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Destinataires :

- Maire de Rosporden
- DREAL Bretagne / UD 29
- Société BOUTET NICOLAS

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES
A LA SOCIÉTÉ BOUTET NICOLAS SITUÉE ROCADÉ NORD A ROSPORDEN

Le Préfet du Finistère,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°208-02 A du 7 octobre 2002 autorisant la société BOUTET NICOLAS à exploiter Rocadé Nord à Rosporden, un établissement spécialisé dans la fabrication de conserves de légumes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°52-10 AI du 28 juillet 2010 actualisant la situation administrative et réglementaire de l'établissement spécialisé dans l'étiquetage et l'entreposage de conserves de légumes exploité par la société BOUTET NICOLAS, situé Rocadé Nord à Rosporden ;
- VU** le dossier – référencé GES n°82191, mai 2007 – élaboré par la société BOUTET NICOLAS en vue de la mise à jour de la situation administrative et réglementaire de son établissement ;
- VU** la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués – mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007 ;
- VU** le rapport et les propositions en date du X juin 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le X juin 2025 ;
- VU** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par l'exploitant le X juin 2025 ;

CONSIDÉRANT la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées listées à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT lors du contrôle du 22 mai 2025, l'exploitant précise que l'établissement est utilisé en tant que plateforme logistique du groupe EUREDEN, dédiée à l'entreposage de « boîtes blanches », c'est-à-dire des boîtes de conserves métalliques de légumes non étiquetées ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant déclare que le stockage de matières combustibles est la seule activité actuellement exercée au sein de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant déclare que les activités classées au titre des rubriques 1414, 1434, 2661, 2662 et 1530 de la nomenclature précitée ont été mises à l'arrêt depuis plusieurs années ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant met à disposition le plan des réseaux en date du 20 avril 2009 (version D) ;

- CONSIDÉRANT** que ce plan fait notamment apparaître la présence d'une cuve à fuel, localisée à l'Ouest de l'établissement, entre le bâtiment d'entreposage et le bassin pompier ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant indique que cette cuve n'existe pas mais n'est pas en capacité de justifier de son retrait ;
- CONSIDÉRANT** que le dossier de mai 2007 susvisé mentionne la présence d'une cuve aérienne de fuel domestique d'une capacité de 15 m³ ;
- CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées constate la présence d'une dalle béton susceptible d'avoir accueilli une cuve aérienne, à l'Ouest du bâtiment ;
- CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées note l'absence d'installations de remplissage en gaz inflammables, de distribution de gasoil, d'atelier de transformation de matières plastiques et de stockage de matières plastiques ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'est pas en mesure de détailler les mesures prises pour assurer la mise en sécurité de ces activités lors de leur mise à l'arrêt ;
- CONSIDÉRANT** que ces activités sont susceptibles d'avoir généré des effets sur les milieux sols, eaux superficielles et eaux souterraines ;
- CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il y a lieu de ne pas reporter la réalisation d'une évaluation de l'état des milieux à la cessation définitive de l'établissement ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à la société BOUTET NICOLAS, sur le fondement du 3^{ème} alinéa de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRETE

Article 1 – Bénéficiaire

La société BOUTET NICOLAS (AIOT n° 0005503822), dont le siège social est situé Rocade Nord – 29140 ROSPORDEN, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations situées à la même adresse. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs.

Article 2 – Diagnostic environnemental

L'exploitant établit un diagnostic environnemental permettant de localiser et caractériser la (les) source(s) de pollution au droit des zones susceptibles d'être polluées par les activités mises à l'arrêt. Ce diagnostic est transmis au préfet dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3 – Investigations sur les milieux

Le diagnostic environnemental prévu à l'article 2 doit comprendre des investigations sur les milieux sols, eaux superficielles et eaux souterraines ainsi que l'interprétation de leurs résultats.

Les paramètres recherchés sont caractéristiques des activités exercées au droit de chaque zone considérée à l'article 1 et portent à minima sur les composés organiques volatils (COV), le chlorure de vinyle et les hydrocarbures totaux C10-C40.

Les modalités de prélèvements, de transport et d'analyses des échantillons sont réalisées par un organisme compétent, conformément aux méthodes et normes en vigueur.

Article 4 – Plan de gestion

En fonction de l'étendue et des caractéristiques des pollutions mises en évidence par le diagnostic environnemental prévu à l'article 2, l'exploitant élabore un plan de gestion conformément à la doctrine nationale sur les sites et sols pollués mise à jour par la note du 19 avril 2017 susvisé, comportant à minima :

- la définition des mesures de gestion pour le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées, permettant d'assurer la compatibilité entre l'état des milieux et l'usage futur du site ;
- la description des travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, durant les travaux ;
- en tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Le plan de gestion établi est transmis au préfet dans un délai de neuf (9) mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Rennes) par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/> :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site Internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 – Exécution et ampliation

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de la commune de Rosporden et à la société BOUTET NICOLAS.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Destinataires :

- Maire de Rosporden
- DREAL Bretagne / UD 29
- Société BOUTET NICOLAS